

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal-Est _____

Code géographique : 66007 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Colleen McCullough, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier

de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Montréal-Est pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-13.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-04-18

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal-Est,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Montréal-Est, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal-Est au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal-Est inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. Pour ce qui est de la page 18 portant sur l'endettement total net à long terme, nous attirons l'attention sur le fait que le calcul inclut les données de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain qui ne sont pas auditées en date de notre rapport.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

[Original signé par]

Montréal
Le 18 avril 2018

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208

DATE 2018-04-18

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	35 329 005	31 944 837	35 379 154
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 297	86 054	84 340
Quotes-parts	3			
Transferts	4	50 000	173 938	24 840
Services rendus	5	3 500	99 788	170 942
Imposition de droits	6	339 235	946 053	1 209 600
Amendes et pénalités	7	229 200	327 173	284 665
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	145 120	335 095	413 879
Autres revenus	10	490 942	2 149 619	3 179 883
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	36 634 299	36 062 557	40 747 303
Charges				
Administration générale	14	20 284 590	19 639 718	19 401 652
Sécurité publique	15	299 265	255 444	242 539
Transport	16	8 980 255	7 790 723	6 947 979
Hygiène du milieu	17	3 632 642	3 269 605	3 184 057
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	385 764	361 670	415 026
Loisirs et culture	20	1 898 942	2 296 482	2 432 403
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 733 618	939 646	777 496
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	37 215 076	34 553 288	33 401 152
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(580 777)	1 509 269	7 346 151
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		60 028 086	52 681 935
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		60 028 086	52 681 935
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		61 537 355	60 028 086

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 770 756	30 727 823
Débiteurs (note 5)	2	4 080 495	4 055 417
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	36 851 251	34 783 240
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 647 683	9 878 257
Revenus reportés (note 12)	12	7 439 411	4 200 187
Dette à long terme (note 13)	13	18 539 563	11 158 619
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		11 100
	15	42 626 657	25 248 163
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 775 406)	9 535 077
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	66 855 806	50 083 563
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	452 552	403 645
Autres actifs non financiers (note 17)	20	4 403	5 801
	21	67 312 761	50 493 009
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	61 537 355	60 028 086

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(580 777)	1 509 269	7 346 151
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 095 400 ) (	19 574 064 ) (	7 690 698)
Produit de cession	3		1	553 475
Amortissement	4	2 724 421	2 801 821	2 774 824
(Gain) perte sur cession	5		(1)	(16 768)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	1 629 021	(16 772 243)	(4 379 167)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(48 907)	(32 595)
Variation des autres actifs non financiers	10		1 398	(3 315)
	11		(47 509)	(35 910)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 048 244	(15 310 483)	2 931 074
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		9 535 077	6 604 003
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		9 535 077	6 604 003
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(5 775 406)	9 535 077

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 509 269	7 346 151
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 801 821	2 774 824
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(1)	(16 768)
-	4		
	5	4 311 089	10 104 207
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(25 078)	1 090 769
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	5 404 051	4 412 124
Revenus reportés	9	3 239 224	(1 725 438)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(11 100)	(5 800)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(48 907)	(32 595)
Autres actifs non financiers	13	1 398	(3 315)
	14	12 870 677	13 839 952
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(18 208 689)	(7 690 698)
Produit de cession	16	1	553 475
	17	(18 208 688)	(7 137 223)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	9 300 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 824 000)	(3 168 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(95 056)	(21 155)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 380 944	(3 189 155)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 042 933	3 513 574
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	30 727 823	27 214 249
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	30 727 823	27 214 249
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	32 770 756	30 727 823

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Est est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret #1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'Agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'Agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

Agglomération de Montréal

La contribution à cette instance a été de 17 587 383\$ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, équipement et outillage	5 à 20 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la réception des certificats de l'évaluation.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de la réception de l'information fournie par la Ville de Montréal relativement à l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite, la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs pour le volet courant et répartition des prestations au prorata des services pour le volet antérieur, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée au marché sur 3 ans

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

-Frais d'assainissement des sites contaminés : Amortissement sur une période de 10 ans à compter de 2017.

*Passif constaté au 1er janvier 2015 : 260 000 \$

I) Instruments financiers

S/O.

J) Autres éléments

S/O.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 32 770 756	30 727 823
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 32 770 756	30 727 823
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 14 072 244	13 157 983
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 355 326	1 700 889
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 343 940	1 255 010
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 378 662	440 750
Organismes municipaux	15 53 052	68 656
Autres		
- Autres	16 949 515	590 112
-	17	
	18 4 080 495	4 055 417
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 16 911	72 266
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	459 300	470 100
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(459 300)	(481 200)
	37	(11 100)	(11 100)

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	703 700	652 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(11 200)	35 900
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	93 892	59 865
	43	786 392	747 865

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 4 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel de 3.2 % (2.7 % en 2016) renouvelable en 2021, laquelle n'a jamais été utilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 999 233	3 403 200
Salaires et avantages sociaux	48	933 227	1 154 255
Dépôts et retenues de garantie	49	2 481 962	900 835
Provision pour contestations d'évaluation	50	7 376 689	3 578 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	270 504	265 200
Autres			
- Intérêts courus DALT	53	109 236	35 686
- Gouvernement / ses entreprises	54	276 884	265 942
- Provisions	55	199 948	275 139
-	56		
-	57		
	58	16 647 683	9 878 257

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		(75)
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	3 544 376	4 098 086
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	3 895 035	87 176
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Promoteur pour les parcs	66		15 000
-	67		
-	68		
-	69		
	70	7 439 411	4 200 187

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	2,50	2019	2022	71	18 698 000	11 222 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	18 698 000	11 222 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(158 437)	(63 381)
					81	18 539 563	11 158 619

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2017	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2018	82	90	1 883 000	98	107	115	1 883 000
2019	83	91	4 702 000	99	108	116	4 702 000
2020	84	92	1 043 000	100	109	117	1 043 000
2021	85	93	2 934 000	101	110	118	2 934 000
2022	86	94	8 136 000	102	111	119	8 136 000
2023 et +	87	95		103	112	120	
	88	96	18 698 000	104	113	121	18 698 000
Intérêts et frais accessoires				105		122	
	89	97	18 698 000	106	114	123	18 698 000

Note

Les versements estimatifs des obligations et billets incluent des montant de refinancement de l'ordre de 3 024 000\$, 1 982 000\$ et de 7 828 000\$ pour les années 2019, 2021 et 2022 respectivement.

		2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(5 775 406)	9 535 077
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()	()
Autres	126	()	()
	127	(5 775 406)	9 535 077

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	2 242 293	156		183		210	2 242 293
Eaux usées	129	19 244 210	157		184		211	19 244 210
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	34 915 299	158	1 354 763	185		212	36 270 062
Autres	131	8 014 396	159	1 144 826	186		213	9 159 222
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	19 134 471	161		188	245 574	215	18 888 897
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	4 345 685	163	376 866	190		217	4 722 551
Ameublement et équipement de bureau	136	1 213 385	164	68 642	191	2 003	218	1 280 024
Machinerie, outillage et équipement divers	137	1 076 797	165	110 681	192		219	1 187 478
Terrains	138	162 017	166		193		220	162 017
Autres	139	51 248	167		194		221	51 248
	140	<u>90 399 801</u>	168	<u>3 055 778</u>	195	<u>247 577</u>	222	<u>93 208 002</u>
Immobilisations en cours	141	<u>10 537 181</u>	169	<u>16 518 286</u>	196		223	<u>27 055 467</u>
	142	<u>100 936 982</u>	170	<u>19 574 064</u>	197	<u>247 577</u>	224	<u>120 263 469</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	1 772 165	171	56 059	198		225	1 828 224
Eaux usées	144	10 435 693	172	481 106	199		226	10 916 799
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	16 371 116	173	1 077 388	200		227	17 448 504
Autres	146	4 247 388	174	344 490	201		228	4 591 878
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	13 525 086	176	425 637	203	245 574	230	13 705 149
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	2 524 771	178	289 047	205		232	2 813 818
Ameublement et équipement de bureau	151	1 116 140	179	31 915	206	2 003	233	1 146 052
Machinerie, outillage et équipement divers	152	809 812	180	96 179	207		234	905 991
Autres	153	51 248	181		208		235	51 248
	154	<u>50 853 419</u>	182	<u>2 801 821</u>	209	<u>247 577</u>	236	<u>53 407 663</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>50 083 563</u>					237	<u>66 855 806</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	()	242	()	244	()	246	()
Valeur comptable nette	240						247	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	254	4 403
-	255	5 801
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	4 403
		5 801
<hr/>		
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()	()
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après divers contrats de gestion d'équipements, de déneigement, d'enlèvement des ordures, d'assurances collectives et autres, échéant à différentes dates au plus tard en 2020. Les engagements totalisent 1 412 771 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1 273 190 \$ en 2018, 136 918 \$ en 2019, 2 663 \$ en 2020.

Les projets d'investissement en cours représentent des engagements de l'ordre de 886 318 \$, qui devraient être réalisés au cours de l'année 2018.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O.

b) Auto-assurance

S/O.

c) Poursuites

S/O.

d) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs par ses employés. Au 31 décembre 2017, une provision jugée raisonnable relativement à ces griefs est inscrite aux livres de la Ville.

e) Événements subséquents

S. O.

f) Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2007 à 2017. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 7 376 689 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 7 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26 Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2017, un montant de 270 504 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés. La Ville utilise principalement la méthode de la valeur actualisée nette pour estimer le montant du passif. Le taux annuel d'actualisation utilisé est de 2%.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	35 329 005	31 944 837			31 944 837	35 379 154
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 297	86 054			86 054	84 340
Quotes-parts	3						
Transferts	4	50 000	173 938			173 938	24 840
Services rendus	5	3 500	99 788			99 788	170 942
Imposition de droits	6	339 235	946 053			946 053	1 209 600
Amendes et pénalités	7	229 200	327 173			327 173	284 665
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	145 120	335 095			335 095	413 879
Autres revenus	10	490 942	580 018			580 018	562 552
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	36 634 299	34 492 956			34 492 956	38 129 972
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		1 569 601			1 569 601	2 617 331
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		1 569 601			1 569 601	2 617 331
	21	36 634 299	36 062 557			36 062 557	40 747 303
Charges							
Administration générale	22	19 930 548	19 275 618	364 100		19 639 718	19 401 652
Sécurité publique	23	299 265	255 444			255 444	242 539
Transport	24	7 533 095	6 302 450	1 488 273		7 790 723	6 947 979
Hygiène du milieu	25	3 110 318	2 732 442	537 163		3 269 605	3 184 057
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	374 400	349 983	11 687		361 670	415 026
Loisirs et culture	28	1 509 411	1 895 884	400 598		2 296 482	2 432 403
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 733 618	939 646			939 646	777 496
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	2 724 421	2 801 821	(2 801 821)			
	33	37 215 076	34 553 288			34 553 288	33 401 152
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(580 777)	1 509 269			1 509 269	7 346 151

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(580 777)	1 509 269	7 346 151
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	1 569 601 ) (	2 617 331)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(580 777)	(60 332)	4 728 820
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 724 421	2 801 821	2 774 824
Produit de cession	5		1	553 475
(Gain) perte sur cession	6		(1)	(16 768)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 724 421	2 801 821	3 311 531
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 824 000 ) (	1 824 000 ) (	1 987 478)
	18	(1 824 000)	(1 824 000)	(1 987 478)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 095 400 ) (	)	95 384)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	285 300		20 479
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	516 456	(243 942)	(174 362)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(26 000)	(26 000)	(62 520)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(319 644)	(269 942)	(311 787)
	26	580 777	707 879	1 012 266
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		647 547	5 741 086

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 569 601	2 617 331
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(50 377)	(195 989)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(4 199 192)	(4 903 519)
Hygiène du milieu	5	(1 180 462)	(20 561)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(96 737)	()
Loisirs et culture	8	(14 047 296)	(2 570 629)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(19 574 064)	(7 690 698)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	9 300 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14		95 384
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 924 513	545 265
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	436 956	463 855
	18	2 361 469	1 104 504
	19	(7 912 595)	(6 586 194)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(6 342 994)	(3 968 863)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	6 117 161	5 842 441	5 647 533
Charges sociales	2	1 660 000	1 588 224	1 468 764
Biens et services	3	6 532 474	5 605 498	5 072 393
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 254 268	312 459	396 575
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8			
Autres frais de financement	8	479 350	627 187	380 921
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	18 447 402	17 742 974	17 692 040
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	2 724 421	2 801 821	2 774 824
Autres				
- Réclamations en dommages	15		20 166	26 045
- Ajustement créances douteuses	16		12 518	(57 943)
-	17			
	18	37 215 076	34 553 288	33 401 152

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	14 132 212	17 257 028
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 820 000	7 447 804
Réserves financières et fonds réservés	3	5 173 457	5 366 473
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	234 000 ) (	260 000)
Financement des investissements en cours	5	(12 512 120)	(8 644 782)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	48 157 806	38 861 563
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	61 537 355	60 028 086
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	14 132 212	17 257 028
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	14 132 212	17 257 028
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Auto assurance des cadres	12	200 000	200 000
- Neige	13	500 000	500 000
- Contestation des taxes	14	2 000 000	2 500 000
- Régime de retraite	15	360 000	723 000
- Bris d'aque./dégeler entrées	16	450 000	500 000
- Agglo - Grandes Villes	17	200 000	200 000
- Projets spéciaux	18	2 500 000	2 000 000
- Stocks	19	325 000	324 804
- Autres-Agrile du frêne,électio	20	285 000	500 000
	21	6 820 000	7 447 804
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	6 820 000	7 447 804
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	5 165 957	5 358 973
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Fonds de stationnement	45	7 500	7 500
-	46		
	47	5 173 457	5 366 473
	48	5 173 457	5 366 473

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 (234 000	) ( 260 000
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 (234 000	) ( 260 000
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (234 000	) ( 260 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	142 185	142 185
Investissements à financer	83 (	12 654 305 ) (	8 786 967)
	84	(12 512 120)	(8 644 782)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	66 855 806	50 083 563
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	66 855 806	50 083 563
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	66 855 806	50 083 563
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	18 539 563 ) (	11 158 619)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	158 437 ) (	63 381)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	18 698 000 ) (	11 222 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	18 698 000 ) (	11 222 000)
	101	48 157 806	38 861 563

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 470 100	436 800
Charge de l'exercice	4 (703 700)	(652 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 692 900	685 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>459 300</u>	<u>470 100</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 28 753 000	27 459 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>28 770 200</u>)	(<u>27 470 500</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (17 200)	(10 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 476 500	480 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 459 300	470 100
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>459 300</u>	<u>470 100</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	15 <u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 28 753 000	27 459 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>28 770 200</u>)	(<u>27 470 500</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>17 200</u>)	(<u>10 700</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 840 900	725 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>840 900</u>	<u>725 300</u>
Cotisations salariales des employés	21 (343 900)	(276 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 497 000	448 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 113 400	99 300
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	27 <u> </u>	<u> </u>
Autres	28 <u> </u>	<u> </u>
-	29 -	-
-	30 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>610 400</u>	<u>547 900</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 506 700	1 500 600
Rendement espéré des actifs	33 (1 413 400)	(1 396 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>93 300</u>	<u>104 200</u>
Charge de l'exercice	35 <u>703 700</u>	<u>652 100</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 088 200	2 056 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 413 400)	(1 396 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 674 800	659 700
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (783 900)	(800 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 831 800	1 855 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 29 791 700	27 589 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	64 400
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 82 000	93 300
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 8	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,60 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53 <u>1</u>	54 <u>1</u>
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (481 200)	(453 700)
Charge de l'exercice	56 (11 200)	(35 900)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 10 700	8 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(459 300)</u>	<u>(481 200)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (383 600)	(402 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (383 600)	(402 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (75 700)	(79 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (459 300)	(481 200)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(459 300)</u>	<u>(481 200)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (383 600)	(402 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(383 600)</u>	<u>(402 200)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 400	500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	16 300
	72 <u>400</u>	<u>16 800</u>
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 400	16 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 (23 600)	4 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	(1 700)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>(23 200)</u>	<u>19 800</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 <u>12 000</u>	<u>16 100</u>
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>12 000</u>	<u>16 100</u>
Charge de l'exercice	86 <u>(11 200)</u>	<u>35 900</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 20 300	86 500
Prestations versées au cours de l'exercice	91 10 700	8 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 3	3
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,50 %	3,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	5,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,75 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2 036	2 036
Autres hypothèses économiques		
-	103	
-	104	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>10 442</u>	<u>9 899</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	35 191	33 361
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>58 701</u>	<u>26 504</u>
	115	<u>93 892</u>	<u>59 865</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	18 698 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	12 654 305
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	31 352 305
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	31 352 305
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	60 829
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	1 212 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	32 625 134
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	17 979 000
---	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	17 979 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	50 604 134
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	34 333 689	30 855 818	34 211 141
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		4 762	4 707
	9	34 333 689	30 860 580	34 215 848
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	717 200	806 194	837 832
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	278 116	278 063	325 474
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	995 316	1 084 257	1 163 306
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	995 316	1 084 257	1 163 306
	26	35 329 005	31 944 837	35 379 154

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	25 942	26 065
	35	17 115	26 065
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	17 115	25 942
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	30 182	60 112
Taxes sur une autre base			58 275
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	30 182	60 112
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	47 297	86 054
		86 054	84 340

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		540
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	25 000	112 226
Tri et conditionnement	73		
Autres	74	15 000	13 511
Autres	75		17 270
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	10 000	36 100
Autres	88		7 030
Réseau d'électricité	89		
	90	50 000	24 840

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 50 000	173 938	24 840

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	67 010	142 020
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151	16 694	17 233
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	83 704	159 253
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	158		
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	171		
Promotion et développement économique	172		
Autres	173		
	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	748	897
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	748	897
Réseau d'électricité			
	180		
	181	84 452	160 150

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autres	184		
	185		
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210		
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220		
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222		
	223	3 500	15 336
	224	3 500	10 792
Réseau d'électricité			
	225	3 500	15 336
	226	3 500	10 792
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	3 500	99 788
		15 336	10 792
		15 336	170 942

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	89 235	236 120	104 510
Droits de mutation immobilière	228	200 000	624 036	923 401
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230	50 000	85 897	181 689
	231	339 235	946 053	1 209 600
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	229 200	327 173	284 665
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	145 120	335 095	413 879
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		1	16 768
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242		2 149 618	3 163 115
	243		2 149 619	3 179 883
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	417 320	397 586		397 586	355 838
Greffe et application de la loi	2	796 648	782 183		782 183	782 862
Gestion financière et administrative	3	2 346 347	2 310 495	364 100	2 674 595	2 535 360
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	339 108	278 524		278 524	282 459
Autres						
-	6	16 031 125	15 506 830		15 506 830	15 445 133
-	7					
	8	19 930 548	19 275 618	364 100	19 639 718	19 401 652
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12	299 265	255 444		255 444	242 539
	13	299 265	255 444		255 444	242 539
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	5 754 924	4 454 763	1 446 851	5 901 614	5 348 652
Enlèvement de la neige	15	1 023 591	1 239 766		1 239 766	922 040
Éclairage des rues	16	279 233	253 335	12 026	265 361	261 702
Circulation et stationnement	17	170 423	149 662	29 396	179 058	193 873
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	304 924	204 924		204 924	221 712
	22	7 533 095	6 302 450	1 488 273	7 790 723	6 947 979

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		<u>Budget 2017</u>	<u>Réalisations 2017</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2016</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	446 768	400 505	56 057	456 562	322 319
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	243 041	145 773	481 105	626 878	722 250
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	142 782	129 541		129 541	132 731
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	208 393	99 522		99 522	62 726
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	162 264	134 065		134 065	110 777
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	5 304	5 304	1	5 305	5 200
Autres	39	1 901 766	1 817 732		1 817 732	1 828 054
	40	3 110 318	2 732 442	537 163	3 269 605	3 184 057
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	222 709	194 392	11 687	206 079	267 777
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	151 691	155 591		155 591	147 249
	52	374 400	349 983	11 687	361 670	415 026

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	684 568	1 075 337	110 137	1 185 474	1 326 771
Patinoires intérieures et extérieures	54	161 858	148 713		148 713	167 678
Piscines, plages et ports de plaisance	55	105 613	84 850		84 850	80 887
Parcs et terrains de jeux	56	168 776	186 791	290 461	477 252	479 207
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	1 120 815	1 495 691	400 598	1 896 289	2 054 543
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	388 596	400 193		400 193	377 860
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	388 596	400 193		400 193	377 860
	67	1 509 411	1 895 884	400 598	2 296 482	2 432 403
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 166 006	274 967		274 967	345 713
Autres frais	70	88 262	37 492		37 492	50 862
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	184 144	105 300		105 300	120 300
Autres	72	295 206	521 887		521 887	260 621
	73	1 733 618	939 646		939 646	777 496
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	2 724 421	2 801 821	(2 801 821)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière, de
Ville de Montréal-Est

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Montréal-Est (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Montréal
Le 18 avril 2018

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208

DATE 2018-04-18

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	31 944 837
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	3 318 735
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	2 387 268
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	21 631 511
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	4 762
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	11 240 031

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 059 815 845
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 062 645 275
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 061 230 560

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | 1 | , | | | | | 2 | / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 180 462	18 866
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 660 454	4 334 636
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	13 111	60 272
Autres infrastructures	11	96 737	
Réseau d'électricité	12		101 758
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	50 377	220 070
Édifices communautaires et récréatifs	14	14 029 501	2 414 928
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	376 866	461 713
Ameublement et équipement de bureau	18	4 684	78 455
Machinerie, outillage et équipement divers	19	110 681	
Terrains	20	51 191	
Autres	21		
	22	19 574 064	7 690 698

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 180 462	18 866
Autres infrastructures	27	3 770 302	4 394 908
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	14 623 300	3 276 924
	34	19 574 064	7 690 698

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	19 574 064	7 690 698
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	19 574 064	7 690 698

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	633 022		353 788	279 234
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 588 978	9 300 000	1 470 212	18 418 766
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 222 000	9 300 000	1 824 000	18 698 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18				
	19	11 222 000	9 300 000	1 824 000	18 698 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 222 000	9 300 000	1 824 000	18 698 000

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	16 031 125	15 506 831	15 445 133
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	57 896	57 896	49 892
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	304 924	204 924	221 712
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 901 766	1 817 732	1 828 054
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	151 691	155 591	147 249
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	18 447 402	17 742 974	17 692 040

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	13,00	35,00	23 379,00	1 299 830	353 349	1 653 179
Professionnels	2						
Cols blancs	3	27,00	35,00	52 590,00	1 609 168	437 440	2 046 608
Cols bleus	4	36,00	36,00	97 112,00	2 661 124	685 601	3 346 725
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	76,00		173 081,00	5 570 122	1 476 390	7 046 512
Élus	9	7,00			272 319	111 834	384 153
	10	83,00			5 842 441	1 588 224	7 430 665

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	173 938				173 938
	17	173 938				173 938

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	667 526	489 062
	4	667 526	489 062
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	40 686	46 255
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	40 686	46 255
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	109 432	160 904
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	32 706	76 195
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	142 138	237 099
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	89 296	5 080
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	89 296	5 080
Réseau d'électricité			
	40		
	41	939 646	777 496

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
District 1	19 525	9 762
District 2	19 525	9 762
District 3 (janv-nov)	25 044	17 084
District 3 (nov-dec)	2 441	1 220
District 4	19 525	9 762
District 5	19 525	9 762
District 6	19 525	9 762
Maire	72 157	16 476

Note

District 3 janv-nov inclut une prime de départ

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	7 000 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	877 208 \$	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	34 214 075
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	34 214 075

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	628 300
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	245 021
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	873 321
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	873 321
	26	35 087 396

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	17 090
	9	17 090

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	17 090

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	30 708
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	30 708

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	47 798

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 232 021 667	X 5 0,8902	/100\$ 6 2 065 446				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 51 704 800	X 8 1,0349	/100\$ 9 535 068				
Immeubles non résidentiels	10 492 259 105	X 11 3,8885	/100\$ 12 19 142 016				
Immeubles industriels	13 242 270 267	X 14 3,9775	/100\$ 15 9 636 538				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 60 654 667	X 20 1,7804	/100\$ 21 1 079 890				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 32 458 958	26 ()	27 (500 683)	28 2 255 800	29 34 214 075
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 0 0 0 , 0 0 0 \$
Égout	2	□ □ □ □ , □ □ □ □ \$
Eau et égout	3	□ □ □ □ , □ □ □ □ \$
Traitement des eaux usées	4	□ □ □ □ , □ □ □ □ \$
Matières résiduelles	5	□ □ □ □ , □ □ □ □ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commerces et industries - fixe	100,0000	4	par local
Eau commerces et industries - variable	0,3600	5	mètre cube
Taxe de secteur - service de la dette		2	divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	35 087 396
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	500 683
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	2 255 800
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	22 239 749
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>11 092 530</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>1 078 910 506</u>
----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 0 | 2 | 8 | 1 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	20 793 588	9 740 083		1 079 890	535 068	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	103 002	45 159		54 140		
Autres	5	306 050	135 350			55 900	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	21 202 640	9 920 592		1 134 030	590 968	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	2 065 446			34 214 075
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	42 720			245 021
Autres	13	131 000			628 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	2 239 166			35 087 396

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	34 515 174	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	1 883 000	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	2 108 683	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	251 400	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 11 370 Notre Dame, 5e étage
(no) (rue)
Ville de Montréal-Est H1B 2W6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 905-2046
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 905-2207
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Josee.Guy@montreal-est.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Colleen McCullough CPA CGA OMA

Téléphone (514) 905-2202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 905-2210
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Colleen.Mccullough@montreal-est.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.

Titre Bureau d'Auditeurs CPA

Adresse 600 rue de la Gauchetière Ouest bur 2000
(no) (rue)
Montréal H3B 4L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 954-4646
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Vallerand.Pierre@rcgt.com

Responsable du dossier Pierre Vallerand CPA, CA, Associé

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Colleen McCullough CPA CGA OMA , atteste que le rapport financier de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-18 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal-Est .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal-Est consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal-Est détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 509 269 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0592 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-16 14:28:44

Date de transmission au Ministère : 2018/04/20